



Résumé du contenu : Nouveau rapport de l'Alliance pour la Santé et l'Environnement (HEAL) et Health Care Without Harm Europe (HCWH Europe)

Agir maintenant pour une meilleure santé : un objectif de 30% pour la politique climatique européenne

Rapport complet (en anglais) et communiqué de presse disponibles sur www.env-health.org et <http://www.noharm.org/europe/issues/climate/>. Publiés le mardi 14 septembre 2010.

Ce rapport présente de nouvelles preuves sur comment un objectif plus ambitieux de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans l'Union Européenne, dans le cadre de la politique de lutte contre les changements climatiques, aurait des impacts positifs en terme de santé pour les Etats Membres et les citoyens européens.

Les bénéfices pour la santé qui résultent de la mise en place d'une politique climatique sont dus, en parallèle à la diminution des émissions, à une réduction de certains polluants atmosphériques (particules fines, oxydes d'azote et dioxyde de soufre associés à la production d'énergie et aux transports). En conséquence, la qualité de l'air est plus saine et l'impact des maladies respiratoires et cardiaques, liées à l'exposition à la pollution de l'air, chutent. Comme ces problèmes contribuent grandement à la morbidité et à la mortalité en Europe, l'impact de cette politique est significatif à la fois pour la santé des populations et pour les budgets de santé publique.

Le rapport arrive à point nommé puisqu'il coïncide avec les récentes discussions des Etats Membres concernant la politique climatique. L'Union Européenne a actuellement un objectif de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre de 20%. Plusieurs pays défendent un passage à un objectif de 30% et les discussions sur les moyens d'y parvenir seront probablement menées soit lors de la réunion du Conseil de l'Environnement le 14 octobre, soit même lors des réunions des Conseils des Chefs d'Etat et Gouvernement du 28-29 octobre. L'Union Européenne se prépare également pour les négociations internationales sur le changement climatique à Cancun au Mexique en Décembre 2010.

Quels sont les résultats de ce rapport ?

Le rapport quantifie les bénéfices pour la santé d'un air plus propre associé à un passage à un objectif de réduction de 30%. Les calculs sont faits à la fois pour l'hypothèse 30% « avec flexibilité », qui est ce que la Commission Européenne appelle 30%, et pour l'objectif plus ambitieux de 30% interne, qui n'autorise pas la compensation dans des pays tiers. Ce dernier assurerait des bénéfices pour la santé en Europe considérablement plus importants.

Le rapport :

- Calcule les économies dans l'Union Européenne liées à la mauvaise santé et aux pertes de vies humaines
- Fournit les tous premiers chiffres en termes de gains pour la santé publique pour les Etats Membres, dont notamment des données détaillées pour huit pays (Belgique, France, Allemagne, Italie, Pays-Bas, Pologne, Espagne et Royaume Uni)
- Compare les bénéfices en terme de santé avec le coût pour atteinte l'objectif de 30%

- Démontre qu'une action immédiate produirait d'avantage de bénéfices que si on tarde à agir

Les résultats en chiffres

Economies de coûts de santé pour l'Union Européenne : Si l'Union Européenne montre son leadership en augmentant son objectif actuel d'une réduction de 20% de ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020 (par rapport à 1990) à un objectif de réduction domestique de 30%, les bénéfices additionnels totaliseront jusqu'à 30,5 milliards d'euros par an d'ici 2020 (comme résultat de l'engagement pour un effort supplémentaire d'atténuation). (Notre analyse suit l'approche de la Commission Européenne pour l'estimation des coûts et bénéfices en termes de santé « par année en 2020 »).

Dans sa Communication de Mai 2010, la Commission Européenne estime les bénéfices pour la santé publique allant jusqu'à 16.7 milliards d'euros. Ces chiffres ne relatent que les pertes de vie associées à l'exposition à la qualité de l'air. L'estimation de l'étude est largement plus élevée car elle prend en compte la morbidité tout comme la mortalité. Les coûts additionnels estimés dans l'étude sont liés aux cas de bronchites chroniques, aux admissions dans les hôpitaux pour des problèmes cardiaques et respiratoires, aux jours d'activité réduite à cause d'une mauvaise qualité de l'air, aux consultations pour l'asthme et symptômes respiratoires et aux jours de prise de médicaments respiratoires tant par les adultes et que par les enfants. (Voir tableau 2, partie technique du rapport).

Si l'Union Européenne passait à un objectif de 30% interne, les économies de 30,5 milliards d'euros réalisées en 2020 pour le secteur de la santé publique viendraient s'ajouter aux bénéfices pour la santé anticipés en association avec l'objectif actuel de 20% de réduction d'émission, estimés à 52 milliards d'euros par an en 2020.

Economies de coûts de santé pour les Etats Membres : les coûts évités grâce à un objectif de 30% pour huit Etats membres sont les suivants :

Bénéfices pour la santé par an d'ici 2020 (estimations hautes)

Allemagne	€8.1 milliards
Pologne	€4.0 milliards
France	€3.5 milliards
Italie	€3.4 milliards
Pays Bas	€1.1 milliards
Belgique	€0.9 milliards
Espagne	€0.9 milliards
Royaume Uni	€0.9 milliards
Autres pays de l'UE	€7.7 milliards
Total (Tous pays de l'UE)	€30.5 milliards

Une description des effets qui contribuent aux coûts nationaux présentés ci-dessus peut être trouvée dans le tableau dans les annexes du rapport.

Alors que les huit pays ci-dessus vont être ceux qui auront les bénéfices les plus importants, certains pays, tels que le Luxembourg, la Slovaquie, la République Tchèque et la Hongrie, ont de plus grands bénéfices par habitants (les chiffres sont disponibles sur demande).

Comparaison avec les coûts de la mise en œuvre de la politique climatique : Les gains de santé mesurés dans l'étude ne représentent que la partie émergée de l'iceberg du total des bénéfices. Ils ne prennent pas en compte l'impact plus large du changement climatique sur la santé causé par des phénomènes tels que les vagues de chaleur, les inondations, les sécheresses ou encore une production agricole moindre. Ils ne prennent pas non plus en considération un ensemble de co-bénéfices pour la santé d'une politique climatique visant à réduire l'usage de la voiture individuelle et à promouvoir davantage la marche ou le vélo, ce qui améliorerait la condition physique et réduirait les maladies cardio-vasculaires, le diabète, les cancers et les dépressions.

Cependant, les estimations d'économies sont significatives comparées aux coûts de la mise en œuvre d'un objectif à 30%. La Communication de la Commission Européenne estime les coûts additionnels d'un passage à un objectif de réduction interne de 30% à 46 milliards d'euros d'ici 2020, soit 0,3% de PIB. Cela est à comparer avec notre estimation des bénéfices pour la santé jusqu'à 30,5 milliards d'euros.

De manière similaire, la Commission Européenne estime le coût d'un passage à un objectif de 30% « flexible » - objectif auquel la Commission se réfère le plus fréquemment - à 33 milliards d'euros. Cela est à mettre en relation avec l'estimation de notre étude d'une économie allant jusqu'à 14,6 milliards d'euros.

Une action rapide doublera les bénéfices : l'étude montre également qu'une politique climatique forte produira de bien plus grands bénéfices pour la santé. En guise d'exemple, le rapport contient un tableau comparant les bénéfices cumulatifs prédits pour 2020 résultant d'une action immédiate par rapport à une action ne commençant, elle, qu'en 2015. Ce tableau met en lumière le fait que les bénéfices sont 250% plus importants lorsque le passage aux 30% internes a lieu immédiatement plutôt qu'après un délai de 5 ans. Si l'action débute aujourd'hui, les bénéfices cumulés sont estimés jusqu'à 163 milliards comparés aux 63 milliards si l'action n'est lancée qu'en 2015.

A propos des chiffres : le rapport technique a été effectué par le docteur Michael Holland, de l'EMRC, Royaume Uni. C'est un consultant indépendant qui a travaillé pour la Commission Européenne et la Commission Economique pour l'Europe des Nations Unies (ONU/CEE) sur la pollution atmosphérique transfrontalière de longue distance et sur des études coûts-bénéfices similaires. En septembre 2008, il a produit un rapport moins détaillé pour HEAL et d'autres organisations intitulé « Co-bénéfices d'une politique plus ambitieuse de lutte contre le changement climatique » (*Co-benefits of stronger climate change policy*). Dans le nouveau rapport, il montre que l'étude précédente pour HEAL sous-estimait plutôt que n'exagérait les bénéfices pour la santé publique d'une politique climatique forte.

Citations d'experts :

Perspective des médecins

« Les médecins ont souligné trop timidement les risques pour la santé humaine d'une augmentation des gaz à effet de serre. Ce rapport leur donne l'opportunité de faire ressortir les enjeux médicaux et montre qu'un investissement maintenant peut donner un retour rapide en termes de santé. »

« Les maladies circulatoires et respiratoires sont une cause majeure de mauvaise santé en Europe. Approximativement 230 000 personnes meurent prématurément chaque année du fait de l'exposition à la pollution atmosphérique, avec des coûts associés équivalents à 1, 5 - 4% de PIB européen. »

Dr Michael Wilks, Conseiller pour le Climat et ancien président du Comité Permanent des Docteurs Européens (CPME).

Le **Comité Permanent des Docteurs Européens (CPME)** a pour but de promouvoir des standards élevés de formations et pratiques médicales afin de parvenir à des soins de santé de la plus haute qualité pour tous les patients en Europe. Le CPME est également impliqué dans la promotion de la santé publique, les relations entre médecins et patients, et la libre circulation des médecins au sein de l'Union Européenne.

Le CPME est une organisation rassemblant plus de 1, 3 millions de médecins européens à travers ses membres permanents et est la plus représentative des Associations Nationales de Médecins des 27 pays membres de l'Union Européenne. Le CPME travaille de près avec les autres membres qui sont quatre Associations Médicales Nationales de pays observateurs ainsi que des associations médicales européennes spécialisées.

Perspective des patients

« Une action climatique plus forte signifie une réduction des émissions de gaz à effet de serre et un air plus sain et est un souffle d'air frais bienvenu pour les 30 millions de personnes souffrant d'asthme en Europe. Pour chaque famille touchée par l'asthme ou une autre maladie respiratoire chronique, cela signifie moins de jours pendant lesquels ils doivent rester à la maison à cause de niveaux de pollution élevés qui rend difficile pour eux de respirer à l'extérieur. »

Le rapport quantifie le nombre de jours d'activité restreinte qui pourraient être évité par an d'ici 2020 si l'Union Européenne passait de l'objectif de 20% à celui de 30% domestique. Par exemple, pour l'Union Européenne dans son ensemble, il y aurait plus de 13 millions de jours d'activités restreinte en moins parmi la population en âge de travailler. Les chiffres des huit Etats Membres sont inclus dans l'annexe 1 de ce rapport.

« Un air pur est très important pour toute personne avec des difficultés respiratoires. Le rapport contribue à faire le lien avec les enjeux climatiques et à fournir une somme de preuves de l'importance qu'il y a à s'attaquer aux changements climatiques pour la prévention pour les groupes de patient représentant ceux atteints d'asthme, d'allergies et maladies pulmonaires obstructives chroniques (COPD). »

Susanna Palkonen, Fédération Européenne des Associations d'Allergiques et de Malades Respiratoires (European Federation of Allergy and Airways Diseases Patients Associations (EFA))

L'EFA est un réseau européen d'organisations de patients atteints d'allergies, d'asthme et de maladies pulmonaires obstructives chroniques (MPOC).

Pour plus d'informations :

Diana Smith, Communications and Media, Tel: +33 1 55 25 25 84 / Mobile: +33 6 33 04 2943
Email: diana@env-health.org

Dr Pendo Maro, Senior Climate and Energy Advisor, Health Care Without Harm (HCWH) and Health and Environment Alliance (HEAL) Tel: +32 2234 3647 / Mobile: +32 495 281 494.
Email: pendo@env-health.org; pendo.maro@hcwh.org

Health and Environment Alliance (HEAL) est une ONG qui a pour but de sensibiliser l'opinion quant au fait qu'une meilleure santé passe par un environnement sain. Elle rassemble plus de 60 organisations travaillant à un niveau européen. Site web : www.env-health.org

Health Care Without Harm (HCWH) est un rassemblement mondial de plus de 400 organisations dans 52 pays travaillant dans le domaine de la santé pour réduire les impacts sur la santé humaine et l'environnement par promouvant une santé environnementale mondiale. Site web: www.noharm.org